

# La liquidation de Memorial, dernier coup de boutoir contre l'opposition russe

La décision de la Cour suprême à Moscou contre l'ONG est un choc pour la société civile et les défenseurs des droits de l'homme.

JULIAN COLLING  
MOSCOU

**RUSSIE** « Une honte ! » Dans la salle d'audience de la Cour suprême à Moscou, des soutiens de l'ONG Memorial laissent éclater leur colère. Dans la rue Povarskaïa, l'onde de choc atteint le groupe de sympathisants qui s'est massé aux alentours de la Cour, comme lors des précédentes audiences. Après une courte délibération, le verdict venait de tomber : Memorial sera bel et bien dissoute.

Une issue qui, certes, ne faisait guère de doute : le procureur général de Russie lui-même avait demandé, au mois de novembre, la liquidation pure et simple d'une organisation devenue de plus en plus gênante ces derniers mois, dans un contexte de répression généralisée contre les voix dissidentes. Il n'empêche, le démantèlement de Memorial reste un petit tremblement de terre pour la société civile engagée en Russie.

Car Memorial International y est une institution tutélaire, dans ces cercles libéraux mais pas seulement. Fondée en janvier 1989 en pleine Glasnost, dans un élan de

**Memorial compte parmi ses pères d'anciens dissidents, comme l'illustre Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, ou encore Sergueï Kovalev, décédé en août dernier**

transparence, visant la face sombre du passé soviétique, voulu par le pouvoir Gorbatchev, elle compte parmi ses pères d'anciens dissidents, comme l'illustre Prix Nobel de la paix Andreï Sakharov, ou encore Sergueï Kovalev, décédé en août dernier.

Rapidement, elle se déploie en de nombreuses antennes régionales. Deux branches distinctes sont séparées : l'une se consacre à l'étude du passé soviétique, l'autre est une organisation de défense des droits de l'homme plus classique et actuelle. La branche historique s'attelle dès le début des années 1990 à un titanesque travail de mémoire sur les crimes et répressions passées - en particulier sous le règne de Joseph Staline. La libéralisation en cours à cette époque avait en effet rendu possible l'accès à des archives du KGB central.

Depuis, Memorial documente, archive, dévoile. Elle met un nom sur les victimes des répressions, sur les innombrables zeks (prisonniers du goulag) dont l'histoire n'existait pas. En 2020, Memorial numérisait et répertoriait quelque 3 millions d'entrées. Avec son concours, de nombreuses familles ont pu retrouver la trace d'un ancêtre disparu.

Disant œuvrer à une meilleure éducation à l'histoire soviétique, elle multiplie les projets : bases de données en ligne, programmes dans les écoles, événements annuels en mémoire aux victimes, érection de stèles, cartes interactives des lieux de massacres et des charniers... Son siège moscovite présente aussi en ce moment une riche exposition sur les femmes du goulag.

Or, si après la chute de l'URSS, l'association a pu travailler dans une relative quiétude, l'histoire de Memorial est plus tourmentée lors du nouveau millénaire. En 2009, sa directrice pour la Tchétchénie, Natalia Estemirova, est assassinée. L'ONG s'était penchée sur les exactions commises pendant les deux guerres russo-tchétchènes

de 1994 et 1999. Et si son antenne pétersbourgeoise notamment a régulièrement été la cible de « raids » des autorités locales, la situation a véritablement commencé à se détériorer pour Memorial en 2014.

Le retour au pouvoir de Vladimir Poutine, les manifestations d'opposition monstres de l'hiver 2012, l'annexion de la Crimée sont passés par là - le pouvoir russe semble vouloir reprendre en main le roman national russe (voir ci-dessous).

En 2012, une nouvelle loi vise à enregistrer comme « agents de l'étranger » les sociétés recevant de l'argent depuis l'étranger - cette loi touche en outre désormais les personnes morales. La

branche « droits de l'homme » de l'ONG fait ainsi partie, en 2014, des premières organisations affublées de ce label peu enviable, qui rappelle les « ennemis du peuple » de l'ère soviétique. Cette désignation ouvre la voie à de fortes amendes, voire à des poursuites pénales. En 2016, c'est au tour de Memorial International, la branche historique de l'ONG, d'être visée.

C'est en s'appuyant sur ce cadre aux contours flous que le procureur général a demandé en novembre dernier sa liquidation. Officiellement, on lui reproche d'oublier « systématiquement » de mentionner son statut sur ses publications. C'est pourtant obligatoire, et ce jusqu'au plus simple

post sur les réseaux sociaux. Mais mardi, la Cour a évoqué d'autres éléments, soulignant la raison pour laquelle Memorial gêne désormais autant les autorités. L'organisation véhiculerait une image mauvaise et trompeuse de l'ancienne URSS, elle salirait la mémoire des combattants de la Seconde Guerre mondiale... et son travail constituerait en réalité une activité politique (comprendre : non conforme). Ce mercredi, sa branche actuelle de défense des libertés passe d'ailleurs également devant la Cour suprême. Le verdict sera sans doute le même, accentuant la liquidation pure et simple de toutes les activités de Memorial.

« Liquidier Memorial renvoie la Russie à son passé et accroît le

danger de nouvelles répressions », réagissait mardi l'avocate de l'ONG, Maria Eismont. En s'attaquant à une institution aussi respectée et vénérable, les autorités russes affichent un parallèle historique entre les deux périodes. La dissolution de Memorial - décidée en catimini à la toute fin de l'année civile, comme les sanctions contre les dissidents à l'époque soviétique, remarquaient Alexandre Baunov du Centre Cargenie de Moscou -, pourrait bien entériner une ère nouvelle en Russie.

Beaucoup d'observateurs y voient l'aboutissement d'une longue séquence de durcissement du régime vis-à-vis des voix discordantes. Un tournant net a été pris depuis 2019 avec les manifestations contre les résultats des élections locales à Moscou. Et surtout depuis 2020 et le traitement de l'opposant Alexeï Navalny, actuellement emprisonné après avoir été empoisonné.

De très nombreux militants pro-Navalny ont été arrêtés et condamnés dans les régions. Ses bras droits ont dû quitter le pays. Mardi, on apprenait que la coordinatrice de son mouvement à Tomsk, la jeune Ksenia Fadeïeva, venait d'être arrêtée. Elle risque douze ans de prison pour « extrémisme ».

La fameuse liste des agents de l'étranger contient désormais l'essentiel des médias indépendants - douvent en ligne - du pays, et de plus en plus de leurs journalistes à titre individuel. « La Russie suit l'exemple biélorusse », commentait récemment un politologue à la radio Écho de Moscou.

Memorial, elle, compte tout de même faire appel et promet de continuer à travailler. Ce sera sans Iouri Dmitriev, activiste et historien de 65 ans, infatigable membre de l'association qui a révélé les immenses charniers staliniens de Sandormokh, en Carélie. Accusé soudainement de pédopornographie en 2016, il vient d'être condamné lundi à quinze ans de prison, une sentence encore alourdie en appel. ■

Devant la Cour suprême de Moscou, qui a décidé, mardi, la dissolution de Memorial, des policiers maîtrisent un sympathisant de l'ONG qui brandit une pancarte sur laquelle est inscrit : « Nous vivrons éternellement ». EVGENIA NOVOZHENINA/REUTERS



## Poutine poursuit la réécriture du passé soviétique

**DÉCRYPTAGE**  
Laure Mandeville  
@lauremandeville



**Liquidier Memorial renvoie la Russie à son passé et accroît le danger de nouvelles répressions**

MARIA EISMONT, AVOCATE DE MEMORIAL  
MIKHAIL VOSKRESENSKIY / SPUTNIK VIA AFP

« RIEN n'est plus imprévisible que le passé », écrivait Orwell. Depuis plus de trente ans, l'organisation russe Memorial, gardienne de la mémoire du Goulag et pilier central de la résistance au rouleau compresseur de la répression politique qui se déploie à nouveau en Russie, a tenté de faire mentir ce constat. Véritable « conscience » historique de la nation, cette organisation sans équivalent en Russie, créée par le grand dissident Andreï Sakharov et dirigée aujourd'hui par le courageux historien Alexandre Tcherkassov, a amassé, jour après jour, fiche après fiche, victime après victime, le puzzle des millions de cas d'emprisonnements, de tortures, de liquidations et autres assassinats sommaires commis par le pouvoir soviétique contre son propre peuple pendant soixante-dix ans de dictature communiste. Un travail titanesque, loin d'être terminé, mais stoppé en plein vol par la dissolution de l'ONG.

Sous Gorbatchev et sous Eltsine, ce travail de mémoire mené pour restituer leur honneur et leur passé à des millions de victimes et de familles de réprimés, dont les destins restaient souvent inconnus et les os perdus dans des fosses communes non identifiées, a été perçu comme essentiel à l'âme du pays. Il était d'ailleurs accompagné d'un vaste

débat sur les crimes du communisme. Le pays tout entier avait la volonté de se pencher sur ses plaies les plus douloureuses. C'était une période de libération de la parole, dont on espérait qu'elle déboucherait sur un procès du communisme comme il y avait eu un procès du nazisme. Un temps envisagé par Eltsine, mais bloqué par les forces de l'ancien régime qui commencèrent très tôt de se reconstituer, ce procès n'eut jamais lieu. La bataille pour la vérité menée par Memorial n'en devint que plus importante, historiquement mais aussi politiquement. Si l'on ne restituait pas le passé dans son exactitude, la Russie rechuterait et retomberait dans les mêmes pratiques répressives, véritable « roue rouge » décrite par Soljenitsyne qui jamais ne s'arrêta, nous expliquaient alors maints intellectuels démocrates.

### Les archives se ferment

Mais les choses se gâtèrent dès le tournant des années 2000, avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, ex-lieutenant-colonel du KGB qui considérait la fin de l'URSS comme une catastrophe géopolitique et était porté par la volonté de revanche de sa caste. Le nouveau maître du Kremlin entreprit notamment de réhabiliter cette police politique, en se rendant à la fête de la Tcheka, ancêtre du KGB, louée à cette occasion comme une organisation patriotique glorieuse, malgré ses crimes terrifiants. Imaginerait-on que l'on célèbre les actions de la Gestapo ?

Sur le moment, les optimistes préférèrent voir dans ces « fausses notes » une forme de nostalgie ne prêtant pas à conséquence. Ils firent remarquer que le président russe avait officiellement reconnu la responsabilité de l'URSS dans l'assassinat de plusieurs milliers d'officiers polonais à Katyn - un crime longtemps attribué aux nazis par le régime soviétique.

Mais, inexorablement, l'étoupe s'est resserrée. Les archives se sont refermées, le culte de Staline a fait un retour spectaculaire. Peu à peu s'est opérée une « soviétisation » de l'Histoire, certains thèmes devenant tabous, ceux notamment touchant à la « grande guerre patriotique » face aux nazis. Il est devenu quasi-impossible d'en raconter les pages troubles, par exemple le rôle criminel et catastrophique du NKVD (ancêtre du KGB) sur les arrières, qui fit fusiller des centaines de milliers de soldats fausement accusés d'espionnage. Une pléiade d'historiens révisionnistes, comme Natalia Narotchinskaja, ont commencé à expliquer que les criminels n'étaient nullement Staline ou Lénine, mais les libéraux russes des années 1990 qui avaient ruiné la Russie et cédé l'empire.

Le changement de pied de l'historiographie officielle sur Katyn, qui affirme désormais que l'affaire n'est pas claire et remet à l'honneur l'hypothèse d'un crime nazi, est un des éléments les plus troublants de ce retour au soviétisme... Pas étonnant, dans ces conditions,

que, ce mardi, le procureur Alexeï Jafarov qui plaidait devant la Cour suprême pour la dissolution de Memorial l'ait accusée de « créer une image mensongère de l'URSS en tant qu'État terroriste », de « salir la mémoire » de la Seconde Guerre mondiale et de chercher à « réhabiliter des criminels nazis ».

### Quinze ans de prison

La veille, un autre tribunal avait condamné l'un des historiens de Memorial en Carélie, Iouri Dmitriev, à quinze ans de prison pour une affaire « d'agression sexuelle » visiblement montée de toutes pièces pour le punir de ses recherches sur la terreur soviétique. Le FSB local n'a véritablement pas pu lui donner d'avoir retrouvé dans des fosses communes, puis identifiées, quelque 6 000 victimes des répressions staliniennes, acheminées du camp de Solovki. Une organisation militaro-patriotique poutinienne a contre-attaqué en affirmant que les corps étaient ceux de soldats - morts sous les balles des Finlandais. « Une seconde affaire Katyn ! » affirme l'historienne de la Russie Galia Ackerman, scandalisée. Très inquiète, elle dit voir dans la dissolution brutale de Memorial et la crise d'Ukraine les maillons d'une même tendance lourde, celle d'un pouvoir russe en plein retour vers le passé soviétique, qui doit absolument être vu comme glorieux pour mobiliser le peuple psychologiquement face à l'Occident. « J'ai le sentiment que tout cela annonce la guerre », confie-t-elle. ■